

Uruguay : Au pays des conquêtes syndicales

mardi 29 mai 2018, par [VENTURA Christophe](#) (Date de rédaction antérieure : 1er octobre 2015).

Il existe mille et une façons d'améliorer les conditions de vie des salariés. Souvent délaissée par les pouvoirs politiques (y compris progressistes), l'une d'entre elles consiste à leur permettre de se défendre eux-mêmes, à travers leurs syndicats. C'est la voie qu'a choisie un petit pays latino-américain, l'Uruguay. Avec un succès qui rayonne désormais bien au-delà des lieux de travail.

En cette soirée du 27 février 2015, la place de l'Indépendance de Montevideo bouillonne. Moins de deux jours avant la prise de fonctions du nouveau président Tabaré Vázquez, des milliers de personnes se massent autour du bronze imposant de José Gervasio Artigas, le « libérateur » de l'Uruguay, à cheval, qui domine l'espace et délimite la frontière entre la vieille ville et le centre. Tous les regards sont tournés vers la Torre Ejecutiva, le siège de la présidence de la République, qui borde la place au sud. M. Vázquez a déjà dirigé le pays entre 2005, date de la première victoire électorale de la coalition de centre gauche Frente Amplio (Front élargi (1)), et 2010. En 2014, il a défait, avec 53 % des voix, le candidat du Parti national (conservateur), M. Luis Lacalle Pou.

Mais pour l'heure, au pied de cette tour vitrée habillée d'un parement de pierres blanches, le président sortant José Mujica, issu du Front comme M. Vázquez, va prononcer l'un de ses derniers discours publics avant que ne démarrent les célébrations de sa *despedida* (fête d'adieu) (2). Bientôt englouti par la foule, un kiosque laisse encore entrapercevoir les « unes » des journaux, dont les titres se font écho. Ils se résument à cette question : quel bilan laissera le plus populaire des présidents de ce discret pays de 3,5 millions d'habitants (dont la moitié environ se concentre dans la nonchalante Montevideo) ?

Depuis quelques années, l'Uruguay a acquis une notoriété internationale en raison d'avancées uniques dans la région, voire dans le monde, sur des questions de société : légalisation de la production et de la vente de cannabis sous contrôle de l'Etat (3), autorisation du mariage homosexuel, dépénalisation de l'avortement (4), etc. Le pays a également décidé d'accueillir, en décembre 2014, six anciens prisonniers du bagne de Guantánamo avec le statut de réfugiés humanitaires. Mais l'un des progrès majeurs qu'il a connus depuis l'arrivée aux responsabilités du Frente Amplio enthousiasme moins la presse internationale : la possibilité nouvelle pour les travailleurs de mieux négocier « *le prix de leurs mains* », selon l'expression de M. Mujica. Comment ? En promouvant le syndicalisme comme un rouage-clé de la vie politique du pays. Y compris lorsque cela complique la vie du gouvernement...

Au dépôt de fibre optique de l'entreprise Ebital, situé au cœur du quartier Reducto de Montevideo, M. Bruno Bertolio se montre catégorique, en cette matinée de février 2015 : « *Il y a dix ans, nous n'aurions jamais pu gagner une bataille comme celle-ci.* » Une semaine plus tôt, un conflit a éclaté entre l'entreprise publique de télécommunications, l'Administration nationale des télécommunications (Antel), et ses sous-traitants, dont Ebital. Des assemblées générales de salariés viennent de se tenir simultanément dans tous les lieux de travail concernés. Ce jeune cadre du Syndicat unique national de la construction (Sunca), aux lointaines origines italiennes, animait l'une d'elles, et a pu s'appuyer sur l'existence de nouvelles lois favorables aux travailleurs pour obtenir

satisfaction (lire « [Rafale législative](#) »).

L'opérateur exécute un projet phare du gouvernement : l'équipement de l'ensemble du territoire national en fibre optique, une priorité industrielle et technologique. En annonçant, à la surprise générale, son intention de redéployer ses investissements au-delà du calendrier initialement prévu en 2015 et 2016 — et donc de réduire son activité immédiate —, la direction d'Antel a suscité la panique au sein des entreprises qui travaillent pour elle. Quelques heures après avoir reçu notification de la décision, ces dernières annonçaient à leur tour qu'un tiers des salariés censés prendre part aux travaux, soit environ un millier de personnes, seraient licenciés. La réaction en chaîne a conduit à un conflit dur entre le Sunca, Antel et la centrale unique Plénière intersyndicale des travailleurs - Convention nationale des travailleurs (PIT-CNT). Dur, car les syndicats n'étaient plus aussi démunis qu'avant l'accession au pouvoir du Frente Amplio.

« *Nous sommes arrivés aux affaires en 2005, au paroxysme de la crise économique, sociale et politique la plus grave jamais traversée par notre pays* », nous raconte M^{me} Mónica Xavier, ancienne présidente du Front. Au siège national de la coalition, les murs parlent. Tableaux et portraits du général Líber Seregni, fondateur du Front en 1971 et candidat de la coalition à l'élection présidentielle organisée la même année, évoquent quarante ans d'histoire politique, dont onze (1973-1984) de dictature civilo-militaire (lire « [Proximité ou complicité ?](#) »). « *Nous avons été élus pour reconstruire la société sur ses décombres* », déclare la sénatrice. L'affirmation n'est pas excessive.

Entre 1999 et 2004, près du tiers de la population a plongé dans la pauvreté sous l'effet combiné des politiques du gouvernement conservateur de M. Jorge Batlle (2000-2005) et de la déflagration économique et financière des crises argentine et brésilienne (2001-2002). Ces deux grands marchés constituaient alors les débouchés presque exclusifs de l'économie uruguayenne, essentiellement basée sur les exportations de matières premières agricoles : viande, soja, céréales, produits laitiers, etc.

La période a marqué le point culminant d'un processus qui, comme ailleurs, visait à une réorganisation néolibérale de l'économie du pays : désindustrialisation, pression sur les salaires par le biais du chômage, essor du travail informel, etc. Spécificité uruguayenne, toutefois : l'intensité de l'offensive gouvernementale et patronale pour saper un marché du travail plus structuré que dans d'autres pays de la région. Pour ce faire, l'Etat avait notamment suspendu la convocation des conseils de salaires dans la plupart des secteurs d'activité. Ces instances de négociation collective tripartite Etat-employeurs-syndicats constituent la pierre angulaire des relations sociales et du travail en Uruguay depuis 1943. Leur mise en sommeil visait à entamer l'influence et l'unité de la PIT-CNT, acculée à négocier entreprise par entreprise dans un contexte de baisse continue des effectifs.

Cela n'a toutefois pas empêché la centrale de prendre toute sa part dans de puissantes mobilisations sociales contre les projets de privatisation de l'eau et de démembrement du système de santé publique. Ces mouvements ont préparé la victoire électorale de la gauche à l'élection présidentielle de 2004, tandis que, « *fait rare dans l'histoire de la gauche au pouvoir* », souligne M^{me} Xavier, débutait un cycle économique porteur qui favorisait les pays exportateurs de matières premières et de ressources naturelles comme l'Uruguay. Dans ces conditions, le Front était en mesure de redistribuer une partie importante du revenu national aux couches populaires (5) — la part des dépenses sociales dans le total des dépenses publiques est passée de 60,9 % à 75,5 % entre 2004 et 2013. Et il y est parvenu sans attenter aux intérêts des investisseurs étrangers et des élites autochtones, notamment des grands propriétaires fonciers.

Entre 2003 et 2015, le nombre de syndiqués a quadruplé

Les gouvernements du Front — notamment le premier, conduit par M. Vázquez — se sont montrés audacieux en termes de démocratie sociale. Entre 2005 et 2014, ils ont adopté près d'une cinquantaine de lois renforçant le droit du travail, la négociation collective, la liberté syndicale, la protection sociale, la prise en charge en cas de chômage ou de maladie, etc. Du jamais-vu depuis soixante ans. Le mouvement syndical s'est renforcé dans ses secteurs traditionnels et élargi à ceux où il n'avait pas encore d'implantation : commerce, supermarchés, services, police. Dans le secteur du travail domestique, les effectifs sont passés de 50 en 2008 à 3 500 en 2014. Plus généralement, le nombre de syndiqués a quadruplé entre 2003 et 2015, passant de 110 000 à plus de 400 000 aujourd'hui, pour une population active d'environ 1,5 million de personnes.

Pour la Confédération syndicale internationale (CSI), l'Uruguay est désormais le pays le plus avancé d'Amérique latine en matière de respect, « *dans la loi comme dans la pratique* », des « *droits fondamentaux du travail, en particulier la liberté syndicale, le droit à la négociation collective et le droit de grève* ». Et la performance ne s'arrête pas aux frontières régionales : l'institution, qui représente près de 330 organisations de salariés issues de 162 pays, place à égalité l'Uruguay et le Danemark au rang de numéro un mondial dans un classement qui compte 139 pays (6).

Le Sunca, lié au Parti communiste uruguayen, est devenu l'un des principaux moteurs de la PIT-CNT. Il produit une émission de radio hebdomadaire, « *La Voz del Sunca* », et finance directement une chaîne de télévision autonome et professionnelle sur Internet, Replanteo TV, qui propose des analyses politiques et sociales, des entretiens, des reportages sur la classe ouvrière, etc. Ses effectifs ont décuplé en dix ans, passant de 4 000 en 2004 à 42 000 en 2014. Cela explique sans doute pourquoi, lorsque les salariés d'Ebital ont élevé la voix, Antel a tendu l'oreille, puis fait preuve de souplesse. Comme le souligne malicieusement M. Bertolio, « *sans mobilisation, la loi n'est rien. Ou plutôt elle s'applique lorsque les syndicats la défendent* ».

Pouce levé, plusieurs salariés saluent le syndicaliste sur le court chemin qui les mène à leur poste de travail : « *Avec la puissance dont nous disposons désormais, nous sommes de nouveau en mesure de renforcer l'influence des salariés dans les décisions économiques.* » Illustration de ce pouvoir de négociation ? « *Ce matin, poursuit le jeune homme, nous avons décidé, ici comme dans toutes les entreprises concernées, l'arrêt du conflit.* » Il explique les raisons de cette décision non sans une certaine fierté : « *En quelques jours, nous avons mobilisé toutes nos forces et montré, par des actions sectorielles et coordonnées, que nous étions prêts pour une grève nationale illimitée. Devant l'ampleur de notre réaction, Antel a reculé.* » Pour lui, cela ne fait aucun doute : « *Le gouvernement a compris le message.* »

Le libre-échange divise la coalition gouvernementale

Quelques jours plus tard, un soir à la fin de l'été austral 2015, le long des platanes qui ombragent le quartier du Cordón, dans la capitale. Le 1283 de l'avenue Jackson est le théâtre d'une effervescence inhabituelle. M. Mujica et son homologue bolivien Evo Morales vont prononcer conjointement une conférence intitulée « *L'Amérique latine en transformation* ». Ils ont choisi pour l'événement le siège de la PIT-CNT.

C'est également ici que nous a donné rendez-vous M. Milton Castellano, directeur de l'Institut de recherche et de formation de la PIT-CNT. « *Lorsque le Front est arrivé au gouvernement, son programme s'inspirait directement de nombreuses propositions du syndicat. Traditionnellement, un grand nombre de ses militants et de ses cadres viennent du syndicalisme. Aujourd'hui, près de la moitié de ses députés en sont issus, ainsi que plusieurs ministres.* » Pour le journaliste Raúl Zibechi, figure de l'hebdomadaire de gauche *Brecha*, « *le mouvement syndical est aujourd'hui présent de manière renforcée dans toute la société, aussi bien dans le monde de la production que dans l'appareil d'Etat. Sa capacité de pression n'a jamais été aussi forte. Aucun gouvernement ne saurait*

l'ignorer, qu'il soit de gauche ou de droite ».

Toutefois, une proximité entre les organisations syndicales et le pouvoir ne garantit pas toujours la défense des intérêts des salariés. Il arrive en effet que le dialogue tripartite organise surtout la soumission du monde du travail aux exigences du patronat. Solidarité ou duplicité ? Proximité ou complicité ? Sur cette ligne de crête, la PIT-CNT chemine en tentant d'identifier les chausse-trapes : « *Nous sommes indépendants, mais pas indifférents* », affirment en chœur tous nos interlocuteurs, qu'ils soient du Front, du syndicat ou du gouvernement. Pour Zibechi, cette définition restitue fidèlement la situation : « *Chacun connaît son rôle et le défend.* » Comme l'illustre le conflit lié à Antel...

Si la PIT-CNT n'a pas hésité à démontrer ponctuellement son autonomie face à M. Mujica, elle l'a toujours fait avec plus d'ardeur face à son prédécesseur, issu de l'aile libérale de la coalition. En 2006, la PIT-CNT s'était mobilisée contre le gouvernement lorsque celui-ci cherchait à conclure la signature d'un traité de libre-échange intégral avec les Etats-Unis, après avoir déjà signé un accord de protection des investissements. A l'époque, M. Vázquez avait dû renoncer à son projet. Aujourd'hui, des événements similaires révèlent de nouvelles tensions entre les syndicats, l'aile gauche du Front (notamment le Parti communiste et le Mouvement de participation populaire, MPP) et le gouvernement Vázquez II, au cœur duquel les secteurs les plus libéraux de la coalition se regroupent autour de l'influent ministre de l'économie Danilo Astori. Ce dernier espérait obtenir du nouveau président qu'il engage définitivement le pays dans l'Accord sur le commerce des services (ACS) (7), à l'instar du Paraguay, autre pays du Marché commun du Sud (Mercosur).

L'enjeu de ces négociations, desquelles l'Uruguay s'est rapproché durant le mandat de M. Mujica, concerne l'avenir de toute la région. Selon Zibechi, « *la crise des gouvernements progressistes renforce les franges plus conservatrices du pouvoir et une partie de l'oligarchie dans leur traditionnel projet de faire de l'Uruguay un point d'appui des Etats-Unis en Amérique du Sud* ». Il s'agirait d'éloigner Montevideo du Mercosur — réunissant l'Argentine, le Brésil, le Paraguay, le Venezuela et l'Uruguay —, jugé trop à gauche depuis l'arrivée de Caracas, et de favoriser plutôt son rapprochement avec l'Alliance du Pacifique, une zone de libre-échange créée en 2011 par le Chili, le Pérou, la Colombie et le Mexique.

Mais, craignant la montée en puissance de la campagne de mobilisation lancée par les syndicats dès le printemps 2015 contre l'ACS — et de facto soutenue par les partis de la gauche du Front —, M. Vázquez a décidé de consulter son parti sur le sujet. Et la direction de la coalition s'est massivement prononcée (8), le 5 septembre 2015, contre le maintien de l'Uruguay dans les négociations. Une nouvelle fois, le gouvernement Vázquez a dû reculer, tandis qu'il affronte dans le même temps le plus puissant mouvement social que le pays ait connu depuis vingt ans en faveur de l'éducation, un service public jugé délaissé ces dernières années. Les syndicats exigent du gouvernement actuel qu'il respecte pleinement, dans son projet de programmation budgétaire quinquennal, les engagements de campagne du Front en la matière. Ces derniers prévoyaient de consacrer l'équivalent de 6 % du PIB à l'éducation et à l'amélioration des salaires des enseignants d'ici à 2020. Or, selon la PIT-CNT, la proposition budgétaire actuelle permettrait d'atteindre 4,7 % du PIB en 2016 et 2017, pour ne parvenir qu'à 5 % en 2020.

« *Les tensions entre le syndicat et le nouveau gouvernement augmenteront certainement à l'avenir* », poursuit Zibechi. « *Elles traverseront le Front lui-même* » — ce que confirment les débats budgétaires où, au sein du pouvoir étatique, s'exprime le souhait d'une orientation financière plus conforme aux exigences de l'austérité en période de décélération économique régionale. Toutefois, « *il n'y aura pas de rupture*, précise-t-il. *La PIT-CNT, grâce à sa nouvelle place dans la société, peut devenir aujourd'hui la principale force d'opposition. Plus que la droite* ».

Vivre mieux ne conduit pas toujours à vouloir vivre autrement

Au-delà de la combativité sur les questions salariales, « *la prospérité acquise ces dernières années n'a pas donné à tout le monde l'envie d'aller plus loin dans la transformation de la société* », observe Zibechi. En d'autres termes, vivre mieux ne conduirait pas nécessairement à vouloir vivre autrement. Mais alors, au service de quel projet négocier « *le prix de ses mains* » ? Faut-il voir poindre le risque d'un horizon revendicatif qui se bornerait à l'augmentation du pouvoir d'achat et à l'intégration de chacun au système capitaliste ? Celui-ci ne sait que trop bien entretenir chez ceux qu'il domine un rêve de mobilité sociale. Si tel était le cas, cela remettrait en question toute la capacité de la gauche à transformer la société.

Retour au siège du Parlement, dans le salon de la présidence, le soir de la *despedida* du président Mujica. « *Le projet des syndicats ne peut plus se limiter à la question des salaires* », tranche le nouveau président de la Chambre des représentants, M. Alejandro Sánchez. A 35 ans, celui que l'on surnomme « Pacha » est devenu l'un des animateurs du MPP, le parti de M. Mujica. Ce fils de maçon a défrayé la chronique en condamnant le « *corporatisme* » de certains syndicats publics. « *Oui, j'ai bien dit cela, nous confirme-t-il, amusé. Ce que j'ai voulu faire comprendre à mes frères de lutte, c'est que l'on peut tout à fait être salarié mais rester pauvre et dominé, s'endetter pour consommer, dans un système qui vous reprend par les prix ce qu'il vous concède par le salaire.* »

Et l'enfant du département de Lavalaja, dans le sud-est du pays, de développer : « *Nous devons engager une nouvelle phase. L'alliance entre le gouvernement, le Front et le mouvement syndical doit porter sur le changement de notre modèle de développement et sur la démocratisation de l'économie. Il faut également tout faire pour démarchandiser les rapports sociaux.* »

« *Si nous n'engageons pas ces processus, la droite nous renversera, comme cela arrive toujours lorsque la gauche n'approfondit pas les changements qu'elle impulse*, poursuit-il en partageant son maté. *Jusqu'ici, nous n'avons fait qu'administrer le capitalisme.* »

Jean-Paul Sartre suggérait à ses lecteurs de ne pas avoir honte de demander la lune. Quand nous le rencontrons enfin, le président Mujica se montre tout aussi ambitieux : « *Avec le gouvernement et le Front, nous avons bien travaillé, même si nous ne sommes qu'au milieu du chemin. Ce qui reste à accomplir est immense : dépasser le capitalisme. Sa culture consumériste nous anesthésie tous, individuellement et collectivement, et conduit à accepter le système.* » Le principal outil pour mener à bien ce combat, selon lui ? « *A n'en pas douter, les syndicats auront un rôle majeur à jouer. Il faudra qu'ils se montrent à la hauteur.* »

Christophe Ventura

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

(1) Le Front élargi regroupe 27 formations politiques, dont le Mouvement de participation populaire

(MPP), le parti de M. José Mujica fondé par les anciens guérilleros Tupamaros, et des comités de base implantés sur tout le territoire.

(2) Depuis le 1^{er} mars 2015, M. Mujica est membre de la Chambre des sénateurs.

(3) Lire Johann Hari, « [Pourquoi l'Uruguay légalise le cannabis](#) », *Le Monde diplomatique*, février 2014.

(4) Cuba, la Guyana, Porto Rico et la ville de Mexico autorisent également l'avortement au cours des douze premières semaines de gestation.

(5) « [Las relaciones laborales en Uruguay. Diez anos de cambios](#) », Instituto Cuesta Darte, Montevideo, 2015.

(6) « [Nouvel indice CSI des droits dans le monde. Les pires pays au monde pour les travailleurs et les travailleuses](#) », Confédération syndicale internationale, 19 mai 2014.

(7) Lire Raoul Marc Jennar, « [Cinquante Etats négocient en secret la libéralisation des services](#) », *Le Monde diplomatique*, septembre 2014.

(8) Par 117 voix contre 22. Outre le Parti communiste et le MPP, le Parti socialiste et la « Lista 711 » du vice-président Raúl Sendic se sont également prononcés dans ce sens.

P.-S.

Le Monde Diplomatique

<https://www.monde-diplomatique.fr/2015/10/VENTURA/53938>